

Centre Hospitalier Universitaire du Mans

- CAMPS (E.Roux)
- Béhier
- Sergent / RRF
- Internat
- Rabelais
- Anatomie Pathologie
- Maternité
- Pédiatrie
- Jardin / Atelier auto

DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE



**BUREAU
VERITAS**

Objet du présent document :

- * Le présent document a pour objet de permettre au propriétaire d'un immeuble de remplir ses obligations vis-à-vis de la protection contre les risques dus à l'amiante.
- * Le dossier technique « Amiante » est établi sur la base d'un repérage portant sur les matériaux et produits définis en annexe 13-9 du Code de la Santé Publique, accessibles sans travaux destructifs.

Ce DTA est établi selon les conclusions des rapports CB014/1237695 en date de 2004 relatifs aux diagnostics techniques réalisés par : BUREAU VERITAS

Date de mise en exploitation : octobre 2004

Nom du responsable d'affaire BUREAU VERITAS	Nom du responsable de site
Nom : Jean-Paul GROSDIDIER	Nom :
Signature :	Signature :



SOMMAIRE

PREAMBULE	3
CHAPITRE 1 : LOCALISATION DES MATERIAUX AMIANTES - CARTOGRAPHIE	10
CHAPITRE 2 : RECENSEMENT DES MATERIAUX ET PRODUITS AMIANTES	42
2.1. LOCALISATION DES ZONES NON VISITÉES	42
2.2. MATÉRIAUX ET PRODUITS IDENTIFIÉS CONTENANT DE L'AMIANTE	43
CHAPITRE 3 : PLAN DE SUIVI	47
3.1 SUIVI DE L'ÉTAT DE CONSERVATION DES FLOCAGES, CALORIFUGEAGES, FAUX-PLAFONDS CONTENANT DE L'AMIANTE	47
3.2 SUIVI DE L'ÉTAT DE CONSERVATION DES COMPOSANTS AUTRES FLOCAGES, CALORIFUGEAGES, FAUX-PLAFONDS CONTENANT DE L'AMIANTE	50
→ <i>Etats de conservation - Contrôle Périodique</i>	
CHAPITRE 4 : MESURES CONSERVATOIRES - TRAVAUX	55
4.1 ENREGISTREMENT DES MESURES CONSERVATOIRES MISES EN ŒUVRE	55
4.2 ENREGISTREMENT DES TRAVAUX DE RETRAIT OU CONFINEMENT DES MATÉRIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE	56
4.3 ENREGISTREMENT DES TRAVAUX DANS LES LOCAUX OÙ DES MATÉRIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE ONT ÉTÉ REPÉRÉS	57
4.4 COMMUNICATION DU DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE	58
CHAPITRE 5 : CONSIGNES GENERALES DE SECURITE	59
5.1 INFORMATIONS GÉNÉRALES	59
5.2 INFORMATION DES PROFESSIONNELS	60
5.3 CONSIGNES GÉNÉRALES DE SÉCURITÉ VISANT À RÉDUIRE L'EXPOSITION AUX POUSSIÈRES D'AMIANTE.	60
5.4 CONSIGNES GÉNÉRALES DE SÉCURITÉ, RELATIVES À LA GESTION DES DÉCHETS CONTENANT DE L'AMIANTE	61
5.5 FICHE RÉCAPITULATIVE DU DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE	61

PREAMBULE

Le dossier technique "Amiante" est établi sur la base du repérage des matériaux listés en annexe 13.9 du code de la Santé Publique :

Composants de la construction	Partie du composant à vérifier ou à sonder
Parois verticales intérieures et enduits <ul style="list-style-type: none"> ❖ Murs ❖ Poteaux ❖ Cloisons ❖ Gaines et coffres verticaux 	Flocage Projections et enduits Revêtements durs (plaque menuiserie, amiante-ciment) Flocage Projections et enduits Entourage de poteaux (carton, amiante-ciment, matériau sandwich, carton + plâtre) Flocage Projections et enduits, panneaux de cloisons Flocage Enduit projeté Panneaux de cloisons
Planchers, plafonds et faux - plafonds <ul style="list-style-type: none"> ❖ Plafonds ❖ Poutres et charpentes ❖ Gaines et coffres verticaux ❖ Faux - plafonds ❖ Planchers 	Flocage Enduit projeté Panneaux collés ou vissés Projections et enduits Flocage Enduits projetés Panneaux Panneaux Dalles de sol
Conduits, canalisations et équipements <ul style="list-style-type: none"> ❖ Conduits de fluides (air, eau, autres fluides, ...) ❖ Clapets, volets coupe-feu ❖ Porte coupe-feu ❖ Vide-ordures 	Conduits, calorifuges Enveloppe de calorifuge Clapet, volet, rebouchage Joints (tresses, bandes) Conduit
Ascenseur, monte-charge <ul style="list-style-type: none"> ❖ Trémie 	Flocage



Responsabilités :

Selon le Code de la Santé Publique (Chapitre IV – Section 2) , les **propriétaires** sont tenus d'effectuer la recherche de matériaux susceptibles de contenir de l'amiante (matériaux cités plus haut), d'évaluer leur état de conservation afin de déterminer si des travaux s'avèreraient nécessaires. Les propriétaires doivent aussi s'engager dans une démarche de gestion de ces matériaux et de respect des règles de sécurité à mettre en œuvre lors d'interventions sur ces matériaux (se référer au Code de la Santé Publique pour plus de précisions).

Afin de protéger les riverains des chantiers de démolition ils doivent par ailleurs procéder à une recherche de l'amiante plus complète en cas de démolition de tout ou partie des immeubles.

Les propriétaires devront communiquer le présent dossier à toute personne physique ou morale appelée à effectuer des travaux dans l'immeuble bâti ainsi qu'une fiche récapitulative aux occupants de l'immeuble (afin d'éviter toute intervention de leur part sur des matériaux susceptibles de libérer des fibres d'amiante en ambiance) ou à leur représentant et aux chefs d'établissements lorsque l'immeuble comporte des locaux de travail dans un délai d'un mois à compter de la date de la constitution ou de la mise à jour du présent dossier. Une attestation écrite de cette communication doit être conservée.

Le présent dossier technique devra également être tenu à disposition

- des occupants de l'immeuble bâti concerné,
- des chefs d'établissement,
- des représentants du personnel et des médecins du travail lorsque l'immeuble comporte des locaux de travail
- des agents ou services mentionnés aux articles L. 1312-1 et L. 1422-1 du code de la santé publique
- des inspecteurs du travail
- des inspecteurs d'hygiène et sécurité
- des agents du service de prévention des organismes de sécurité sociale
- des agents du service de prévention de l'OPPBT

Si à l'occasion de travaux qu'elle réalise, une entreprise met en évidence la présence de matériaux amiantés, non répertoriés dans le présent Dossier Technique Amiante, elle est tenue d'en informer le propriétaire qui enregistrera cette information dans le dossier et prendra les dispositions nécessaires.



Le **chef d'établissement** est le seul responsable de la formation et de l'information du personnel de maintenance et des occupants du bâtiment.

La mise en place de ce Dossier Technique Amiante ne garantit pas le gestionnaire d'une sécurité juridique en cas d'inhalation accidentelle de fibres d'amiante par des personnes non informées.

Selon le décret n°96-98 du 7 février 1996, le **chef d'établissement** doit établir pour chaque poste ou situation de travail exposant les travailleurs à l'inhalation de poussière d'amiante, une notice destinée à les informer des risques auxquels ce travail peut les exposer et des dispositions à prendre pour se protéger. Il établit une fiche d'exposition, remplie par le salarié, précisant la nature et la durée des travaux effectués, les procédures de travail ainsi que les équipements de protection utilisés et, s'il est connu, le niveau d'exposition. Cette fiche est transmise au médecin du travail.

Le **chef d'établissement** organise à l'intention des travailleurs susceptibles d'être exposés, en liaison avec le médecin de travail, le CHSCT ou, à défaut, le délégué du personnel, une formation à la prévention et à la sécurité, et notamment à l'emploi des équipements et des vêtements de protection adaptés. Les travailleurs seront également informés des risques potentiels sur la santé, des facteurs aggravants (consommation de tabac), et des précautions à prendre en matière d'hygiène.

Fiche récapitulative :

Le présent dossier technique inclut (en annexe) un modèle de la fiche récapitulative qui doit être communiquée aux occupants de l'immeuble ou à leurs représentants et aux chefs d'établissement lorsque l'immeuble comporte des locaux de travail, dans un délai d'un mois à compter de sa date de constitution ou de mise à jour. La fiche en annexe est un modèle qu'il est possible de répliquer pour la communiquer aux occupants.



L'équipe de surveillance sanitaire, constituée par des personnes ayant des connaissances spécifiques du bâtiment ou des installations, doit être fonctionnelle et non hiérarchique.

Identification des intervenants

Fonction / Domaine d'intervention	Nom
Services Hygiène / médecine du travail	
Services Qualité / Environnement / Sécurité	
Responsable formation / Ressources Humaines	
Services Techniques (maintenance, entretien, ingénieur technique)	
Service Juridique	
Services Achats	
Représentant du gestionnaire de patrimoine	
Représentant du CHSCT (Comité d'Hygiène et de Sécurité des Conditions de Travail)	
Autre : préciser	



Adresses utiles

Sté / Organisme	Adresse	Téléphone	Fax	Nom
Bureau Veritas	Zone ATLANTIS 8 Avenue Jacques Cartier 44 800 Saint Herblain	02 40 92 06 89	02 40 92 07 12	Jean-Paul GROSDIDIER Cédric BOUTEILLE Michel HERVOCHE
Inspection du travail	Selon secteur			
CRAM	Selon secteur			
Ministère de l'Équipement, du Logement et des Transports	La Grande Arche 92055 La Défense Cedex	01 40 81 21 22		
OPPBTP Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment des Travaux Publique	221 Bd Davout 75020 PARIS	01 40 31 64 00	01 40 30 57 97	
Médecine du Travail	Selon secteur			
QUALIBAT	55, avenue Kléber 75784 Paris Cedex 16	01 47 04 26 01	01 47 04 52 83	
ASCERT	BP 83 116 avenue Aristide-Briand 92225 Bagneux Cedex	01 46 15 70 60	01 46 15 70 69	



Principaux textes réglementaires

- ❑ Arrêté du 2 décembre 2002 relatif à l'exercice de l'activité et à la formation des contrôleurs techniques et techniciens de la construction effectuant des missions de repérage et de diagnostic de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante en application du Code de la Santé Publique (Chapitre IV – Section 2).
- ❑ Arrêté du 22 août 2002 relatif aux consignes générales de sécurité du dossier technique "amiante", au contenu de la fiche récapitulative et aux modalités d'établissement du repérage, pris pour l'application de l'article R1334-26 du Code de la Santé Publique.
- ❑ Code de la Santé Publique Chapitre IV – Section 2 – articles R1334-14 à R 1334-29 et annexe 13-9.
- ❑ Code de la Santé Publique Chapitre VI – Section 2 – articles R133-2 à R 1336-5.

Nota : Le décret n°96-97 du 7 février 1996, relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis, modifié par le décret n°2001-840 du 13 septembre 2001 et le décret 2002-839 du 3 mai 2002 a été abrogé par le décret n°2003-462 du 21 mai 2003. Toutes les dispositions du décret 96-97 modifié sont reprises aujourd'hui dans le Code de la Santé Publique.

- ❑ Décret n°96-98 du 7 février 1996 modifié par les décrets N°96-1132 du 24 décembre 1996 et n°97-1219 du 26 décembre 1997 et n° 2001-840 du 13 septembre 2001 (intégré aujourd'hui au Code de la Santé Publique) relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiantes.
- ❑ Arrêté du 2 janvier 2002 relatif au repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant démolition en application de l'article R1334-27 du Code de la Santé Publique.
- ❑ Arrêté du 14 mai 1999 portant sur les organismes habilités à procéder aux contrôles de la concentration des poussières d'amiante dans l'atmosphère des lieux de travail.
- ❑ Arrêté du 23 octobre 1998, relatif aux modalités d'évaluation de l'état de conservation des flocages, calorifugeages et faux plafonds contenant de l'amiante et mesures d'empoussièrement à bord des navires.
- ❑ Circulaire DGS/VS3/DGUHC/QC1/DPPR/BGTD n°98-589 du 25 septembre 1998, relative à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis.
- ❑ Arrêté du 15 janvier 1998, relatif aux modalités d'évaluation de l'état de conservation des flocages, calorifugeages et des faux plafonds contenant de l'amiante et aux mesures d'empoussièrement dans les immeubles bâtis.
- ❑ Décret n°96-1133 du 24 décembre 1996 modifiant le décret 88-446 du 28 avril 1988, relatif à l'interdiction de la vente de produits contenant de l'amiante.
- ❑ Circulaire HC / TE11 n°96-71 du 18 septembre 1996, relative à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition liés à l'amiante dans les immeubles bâtis.
- ❑ Arrêté du 14 mai 1996 relatif aux règles techniques que doivent respecter les entreprises effectuant des activités de confinement et de retrait de l'amiante
- ❑ Circulaire du 26 avril 1996, relative à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis (référence DGS / VS3 / DRT / CT4 / DHC / DPPR / BGTD).



Décret n°97-1219 modifiant le décret n°96-98 du 7 février 1996, relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à, l'inhalation de poussières d'amiante.

- ❑ Arrêté du 7 février 1996, relatif aux modalités d'évaluation de l'état de conservation des flocages et des calorifugeages contenant de l'amiante et aux mesures d'empoussièrement dans les immeubles bâtis.

Principaux textes réglementaires (gestion des déchets amiantés)

- ❑ Circulaire n°96-60 du 19 juillet 1996, relative à l'élimination des déchets générés lors des travaux relatifs aux flocages et calorifugeages contenant de l'amiante dans les bâtiments.
- ❑ Circulaire 97-15 du 9 janvier 1997, relative à l'élimination des déchets d'amiante-ciment et des produits d'amiante-ciment retirés de la vente.
- ❑ Circulaires 97-0320 et 97-0321 du 12 mars 1997, relatives à l'élimination des déchets contenant de l'amiante : modification et rappel des annexes des circulaires du 19/07/96 et du 9/01/97.
- ❑ Arrêté du 9 septembre 1997, relatif aux décharges existantes et aux nouvelles installations de stockage de déchets ménagers ou assimilés.

Principaux textes réglementaires (méthodes de prélèvement et d'analyse)

- ❑ Norme NF X 46-020 relative au repérage des matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante dans les immeubles bâtis.
- ❑ Liste des matériaux visés par le Code de la Santé Publique et listés dans son annexe 13-9.
- ❑ Norme X 43-269 de décembre 1991, relative à la qualité de l'air des lieux de travail.
- ❑ Norme NFX 43-050 de janvier 96, relative à la concentration en fibre d'amiante par microscope électronique à transmission.